ISSN 2967-2988

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 9 novembre 2026 – 1,50 € N° 213

Sombres perspectives



Ponctuée de manifestations et de violences, la crise sociale risque de se durcir en raison de tendances économiques défavorables.

Les enquêtes officielles sur l'économie française confirment un recul de l'activité économique, malgré une légère augmentation de la consommation des ménages (individus et familles). Cette dernière bonne nouvelle est illusoire car cette consommation n'est pas l'effet d'une hausse du pouvoir d'achat : les ménages qui le peuvent encore puisent dans leur épargne pour maintenir leur niveau de vie. En hausse également, la consommation des administrations publiques a des effets positifs sur le niveau général de l'activité.

La tendance la plus négative concerne les entreprises : celles-ci réduisent leurs investissements, qui baissent depuis la fin de l'année dernière et compromettent une reprise de l'activité. D'une manière générale, la production de l'industrie manufacturière recule fortement, de même que celle de l'agroalimentaire qui souffre des faibles récoltes provoquées par la sécheresse. Les seuls chiffres positifs viennent du secteur de l'information, des services aux ménages et des services de transport. Quand la production de biens et de service est faible et que la consommation augmente, il en résulte une augmentation des importations et une baisse des exportations qui viennent aggraver le lourd déficit de notre commerce extérieur.

Pour l'année prochaine, les prévisions ne sont pas rassurantes : la consommation des ménages devrait baisser, en réaction à une plus forte inflation, de même que les investissements des entreprises. Les seules capacités de résistance à une récession proviennent de l'activité des administrations publiques alors que la plupart des candidats promettent de réduire les dépenses de l'État.

Face aux citoyens qui dénoncent leurs pertes de pouvoir d'achat et qui sont confrontés au chômage, les partisans de la rigueur budgétaire vont devoir expliquer comment ils réduisent le déficit budgétaire sans provoquer la récession. Quant aux discrets promoteurs des largesses préélectorales, ils ne diront pas comment l'endettement pourrait être déduit : ils en reporteront la charge sur les vainqueurs des élections de 2027.

Paul Chassard

SOMMAIRE

P. 1 : Sombres perspectives. P. 2 : Agriculteurs. – Commerçants. P. 3 : Lectures. P. 4 : La *battle* peut commencer. P. 5 : Taisez-vous ! P. 6 : L'Amérique en marche. P. 7 : COP 31. P. 8 : *Blake et Mortimer.*

Agriculteurs

Ils évoquaient encore, à la fin de l'été, leur volonté de manifester leur colère, l'automne venu et d'exprimer ainsi leurs craintes pour leur avenir, une fois les travaux des champs terminés. Les pilleurs et les émeutiers les en ont dissuadés. Les agriculteurs sont des gens responsables. Ils ne veulent pas ajouter des nuisances à ceux, commerçants et citadins, qui ont eu à subir les conséquences de l'impréparation d'un pouvoir confronté à la difficulté de restaurer l'ordre public ébranlé par des provocations politiques.

Ce qui inquiète désormais les représentants syndicaux du monde agricole, c'est la distance qui nous sépare encore de l'élection présidentielle et des probables élections législatives qui suivront en cas de dissolution de l'Assemblée nationale par le nouveau chef de l'État. Car chaque semaine, faute d'autres mesures que des pansements souvent mal réalisés, ce sont des centaines d'exploitations qui mettent la clef sous la porte. Ce sont de nouveaux suicides d'agriculteurs se considérant sans avenir.

Attablés dans une brasserie proche du ministère de l'Agriculture avec le romancier Alexandre Jardin, promoteur des référendums citoyens, Christian Convers, ancien secrétaire général de la Coordination rurale et Philippe Grégoire, administrateur du Samu social agricole, sont persuadés que des états-généraux de la profession, capables d'interpeller les candidats à la magistrature suprême, s'imposent désormais. C'est du dialogue entre les paysans, les professionnels de la distribution, les industriels de l'agroalimentaire et les diverses forces politiques françaises que naîtront en tout cas les conditions du sursaut de la profession chargée de produire au quotidien l'essentiel de notre nourriture.

J. B.

Commerçants

Les commerçants de centre-ville ont été largement autorisés à ouvrir exceptionnellement les dimanches de novembre et décembre pour compenser le manque à gagner. Mais même ceux qui n'ont pas été impactés directement par des violences sont à bout. Loin de se sentir soutenus par les autorités, ils ont le sentiment d'être brimés. On a vu sur les réseaux sociaux cette responsable d'un magasin de décoration à Paris qui montre à la caméra l'amende de 135 euros que trois policiers viennent de lui dresser parce que son livreur a déposé deux palettes sur le trottoir. Alors que l'espace de livraison a été neutralisé par des pots de fleurs municipaux. Alors que le samedi précédent, sur le conseil du préfet de police, elle a dû dépenser 2 000 euros en vigiles pour se protéger des casseurs…

À Tours un restaurateur, qui avait presque 200 réservations, a été prévenu avec 16 heures d'avance seulement que le tribunal administratif avait annulé l'interdiction de manifester sur la place où est située son établissement. Il a dû téléphoner à chaque client pour expliquer la situation. Et que faire avec le personnel ? Et les produits frais stockés ? Un de ses confrères explique à la caméra qu'il vient de recevoir la redevance trimestrielle pour occupation du domaine public : 1,40 euro par spot lumineux extérieur, 3,50 euros par parasol, etc. Des taxes ridicules, vexatoires, qui coûtent plus cher à prélever qu'elles ne peuvent rapporter. Mais ailleurs c'est 5 000 euros pour une enseigne d'une salle de sport privée qu'on peut voir depuis l'espace public (à Marmande). Le grand n'importe quoi de la fiscalité municipale, injuste et à l'affût de tous les prétextes pour racketter les derniers « indépendants ».

Ailleurs encore ce sont des taxes locales disproportionnées pour les artisans ou commerçants propriétaires pourtant depuis longtemps dans un quartier qu'une commune a décidé de considérer désormais comme « pavillonnaire ». Partout une pression administrative sur ces entrepreneurs alors qu'ils sont confrontés à un changement civilisationnel qui fait que les clients consomment sans passer par les boutiques… Alors qu'ils travaillent beaucoup plus que 35 heures par semaine… À quoi ressembleront nos villes quand on aura découragé ces gens-là ? Par qui et quoi seront-ils remplacés ? Les syndicats de travailleurs qui multiplient les manifestations y songent-ils un seul instant ?

Paul Chassard

Argent et éducation

Les revendications des élèves (et de leurs professeurs) qui ont enclenché le mouvement social actuel portent sur des postes d'enseignants non pourvus, des travaux d'adaptation au climat non faits… Une augmentation du budget consacré aux salaires des professeurs et aux travaux dans les établissements, est exigée. Pourtant les budgets sont déjà importants, même s'il y a des batailles de chiffres.

Selon le ministère de l'Éducation nationale, cela représenterait 199 milliards d'euros, soit 6,7 % du Produit intérieur brut. Ce budget est financé à 55 % par l'État et à 23 % par les collectivités territoriales… Ailleurs, on peut lire que la région Île-de-France a consacré 6,6 milliards d'euros à ses lycées en 2025. (365 ont été rénovés sur 468). Chaque région française consacrerait en moyenne 18 % de son budget aux lycées. Les départements sont censés dépenser chacun environ 1 700 euros par an et par collégien, ce qui représenterait 58 millions d'euros (3,4 millions de collégiens), mais d'autres estimations tournent plutôt autour de 30 ou 35 millions… État et communes se partagent le financement des écoles primaires et élémentaires (30 à 40 milliards d'euros selon certains chiffrages également contestés). Quant aux universités, le chiffre communément admis pour leur coût annuel serait de 36 milliards.

Ce n'est que très récemment qu'on a compris que la plupart de ces chiffres comprenaient les retraites des anciens enseignants, ce qui relativise un peu ce qu'on doit attendre de tels investissements. Ces chiffres donnent tout de même le tournis et feraient passer comme mineure la revendication d'un milliard d'euros

Lectures
par Catherine Pauchet

■ **Manifestations :** Les cortèges syndicaux du 5 novembre ont réuni 575 000 manifestants en France selon la police, 1,6 million selon la CGT. Un « acte IV » de manifestions était encore organisé le 7 novembre avec des fermetures de stations de métro et RER à Paris mais moins nombreuses que le 5. Il a fait défiler 146 000 personnes en France selon la police ou 250 000 selon les organisateurs.

■ **Politique :** Jean-Luc Mélenchon a réuni environ 20 000 personnes pour un grand meeting sur le thème de son programme présidentiel, au Bourget le 7 novembre.

■ **Banque :** Fortuneo, filiale de la Banque Arkéa-Crédit Mutuel, se serait fait voler 118 millions d'euros par des pirates informatiques début novembre.

■ **Banque :** Le fonds de pension américain Cerberus, qui avait racheté la banque de détail Crédit Commercial de France (CCF, ex HSBC-France) à HSBC en 2024, l'a remise en vente début novembre par l'intermédiaire de Goldman Sachs.

■ **Presse :** L'hebdomadaire *L'Express,* propriété d'Alain Weill (RMC et BFM), a prévu une perte de 4 millions d'euros pour son prochain exercice comptable.

■ **Télévision :** Une pétition demandant la fermeture de CNews, chaîne de la TNT accusée de racisme et d'extrémisme droitier par la gauche, a dépassé le million de signatures sur le site de l'Assemblée nationale.

■ **Mer :** Tom Laperche a remporté la Route du Rhum le 7 novembre en joignant Pointe-à-Pitre depuis Saint-Malo en six jours treize heures et vingt-sept minutes, record de la course transatlantique en solitaire.



GRAND PRIX DE LA LITTÉRATURE POLICIÈRE

En orbite

La Station spatiale internationale comme si vous y étiez, à croire que l'écrivain polonais Jakub Szamalek y a séjourné et en connaît tous les recoins !

À son bord : deux Russes et quatre Américains dont la commandante Lucy Poplaski. Dans cet espace confiné, les tensions géopolitiques terrestres se répercutent au sein de l'équipage en apesanteur.

Bientôt une fuite d'ammoniaque menace la vie des astronautes. Accident ou sabotage ? Chacun observe l'autre avec suspicion. L'atmosphère devient étouffante.

La station, Jakub Szamalek, Métailié noir, 376 p., 23 €.



RÉCIT

L'otage

Depuis des années, Olivier Grondeau voyage en auto-stop. En 2022, il arrive à Chiraz, en Iran. La ville est secouée par les manifestations Femme, Vie, Liberté. Quatre hommes en civil l'arrêtent. Il est jugé pour espionnage.

Son livre retrace les soixante-douze jours de sa garde à vue : interrogatoires, changements de cellule, et sa stratégie pour survivre. Réciter des poèmes de Nerval, se remémorer *Le Seigneur des anneaux,* parler avec ses proches comme s'ils étaient présents lui ont permis de tenir face à l'arbitraire.

Joseph dans la nuit, Olivier Grondeau, L'Iconoclaste, 230 p., 19,90 €.



JEUNESSE

La tempête

D'abord une goutte de pluie, puis le vent, les éclairs et le tonnerre. La tempête secoue la forêt. Les animaux sont trempés. Les nids et les tanières sont dévastés. Il faut reconstruire. Bousiers, castors, ours, oiseaux… apportent leurs compétences.

Un bel album sur l'entraide qui permet de surmonter les obstacles.

Notre abri, Jessica Meserve, Didier jeunesse, 36 p., 13,90 €. De 3 à 6 ans.

REVUE

Photographie

Chaque trimestre, la revue Openeye montre les nouvelles tendances de la photographie et présente le travail de photographes émergents ou confirmés. Photos d'auteur ou créations numériques, les talents foisonnent et montrent des univers très personnels dans tous les domaines : paysage, portrait, mode, sport…

Openeye, n° 46. Gratuit sur openeyelemagazine.fr.



supplémentaire formulée par les présidents d'Université qui demandent à être reçus d'urgence par le Premier ministre. Mais où ce dernier trouverait-il plus d'argent ? Et cela débloquerait-il la situation ? Et puis, promettrait-il une enveloppe nouvelle, faudrait-il sauter par-dessus les procédures d'appels d'offres pour faire les travaux (on l'a fait pour la reconstruction de Notre-Dame) ? Cela serait-il compatible avec la transparence qui garantit en principe une meilleure gestion ? On est en plein psychodrame. Les promesses d'argent neuf ne convaincront en fait personne. À raison. Surtout pas les prêteurs internationaux, qui ne manifestent pas dans la rue mais ont d'autres moyens de faire savoir (et faire payer) leurs inquiétudes.

Monica Davia

La *battle* peut commencer

Les préliminaires ont eu lieu notamment le 17 octobre 2026. La casse a été intense. Il y a des victimes. On a été sidéré au-delà des dommages matériels, de découvrir qu'en France une des vraies démocraties dans le monde, une des plus riches même s'il y a des inégalités et des besoins évidents, par le niveau de violence jamais atteint sur plusieurs semaines. Et par la haine de certains pour des motifs parfois futiles ou partisans. Avec des difficultés existantes déjà suffisantes vu l'état de nos ressources matérielles et humaines en général sachant que tout le monde s'accorde pour constater que les caisses sont vides. De la faute de qui et pourquoi ? La campagne présidentielle je l'espère permettra de mettre les choses au point. L'état d'esprit est aussi à revoir. Ce n'est pas en opposant les uns contre les autres, en proférant des accusations qui ne sont que des slogans et des postulats, que l'on retrouvera le sens de la nation et la raison.

Il faut être moderne. Je vois à la télévision que l'on parle de « battles » lorsqu'il y a une compétition de chanteurs notamment. Il y a des épreuves avec élimination puis un vainqueur. J'appelle cela de la sélection et le public applaudit. Ces émissions font un carton. Des jeunes rêvent d'y participer et d'avoir leur quart d'heure de gloire, plus pour les meilleurs. Dans le sport c'est pareil : il y a des éliminatoires puis la finale et le champion l'emporte. C'est la vie et peut être l'injustice fondamentale. Nous sommes tous égaux en droit mais il y a des plus égaux que d'autres, par leur travail et leur talent. La société doit donner une chance à tout le monde, puis chacun doit maîtriser son destin en se prenant en mains. Il faut aider bien sûr, car la réussite n'a pas été repartie à égalité par le hasard de la naissance, dans les familles, dans les quartiers, par des qualités innées ou non. On peut y remédier par une volonté politique mais aussi par l'effort individuel. Il n'y a pas de fatalité à ne pas s'en sortir. Tout échec n'est pas automatiquement la faute des autres.

Il semble qu'à l'éducation nationale on n'aime pas la sélection qui serait devenue discriminatoire. Parcoursup focalise les rejets, place à tous à l'université ce qui veut dire direction pour beaucoup vers le chômage et la frustration. On apprécie peu l'apprentissage des valeurs collectives et républicaines car le jeune est venu avec ses qualités et défauts, il ne faut pas le choquer avec des notions universelles ! Et la transmission de connaissances n'est plus la priorité. Des enseignants contestent même le fait de parler de la cérémonie du 11 novembre, ce qui « militairiserait » [sic] l'école. Déjà à feu et à sang. Avec parfois des armes dans les établissements. N'en jetez plus la cour de récréation est pleine ! Et des adultes dits responsables en rajoutent. Les leçons de la grande « battle » de 14-18 avec les Français de toutes confessions ne serait plus un exemple à suivre. On reste confondus. Autant supprimer les professeurs d'histoire. Quel affront pour les familles dont un membre a payé de sa vie pour que nous puissions proférer des inepties. Et vivre en paix, malgré les menaces actuelles.

La bataille pour la présidentielle a commencé et les candidats(es) sont nombreux. Il va falloir se contenter du personnel politique qu'on a élu avec ses qualités et défauts. Personne ne domine naturellement. Mais beaucoup ont une grosse tête. Ils se croient plus forts qu'ils ne sont. Une petite notoriété ne fait pas une vedette compétente urbi et orbi. Les extrêmes ne sont jamais un espoir car s'ils sont élus aussitôt il y a des crises. Et de la tension. Mais attention faute de grives on mange des merles dit la sagesse populaire. Et on peut vouloir essayer !

L'élection est une chose trop sérieuse pour ne la laisser qu'aux politiques. Il appartient aux citoyens de réfléchir à leurs intérêts et de se prendre en mains puisque l'État providence malheureusement a atteint ses limites. Et qu'il faut tout refonder, en taillant dans les budgets publics, en faisant travailler tout le monde un peu plus, en étant moins généreux avec les dépenses non contributives, en mettant de l'ordre dans la bureaucratie, en supprimant des normes enfin tout ce qui freine ou impose. Et en faisant respecter les lois et les règles, l'autorité n'étant pas un gros mot, avec la laïcité pour éviter le retour des guerres de Religion, en récompensant ceux et celles qui créent des richesses seul moyen pour redistribuer.

Le pouvoir doit venir d'en bas et ne plus être uniquement vertical. « Puisque je suis leur chef je dois les suivre » a dit Alexandre-Auguste Ledru-Rollin en 1849. La verticalité absolue du pouvoir avec des décisions ne dépendant finalement que d'un seul président non révocable devant être arbitre, doit favoriser le dialogue horizontal. Les parlementaires doivent relayer les paroles de leurs mandants et non faire triompher leurs propres convictions politiciennes. Le peuple doit être entendu, compris et le pouvoir qui n'a pas la vérité infuse doit exécuter dans les limites de ce qui est possible légalement et internationalement. Les médias doivent être objectivement plus informatives. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de proposer des réformes pour agir et améliorer la vie quotidienne. Les différents modes de référendum ne

sont pas des gadgets. Le citoyen lambda n'est pas plus bête qu'une élite auto-proclamée sans légitimité. Car le quidam subit, travaille, paie et assume les erreurs des puissants.

La « battle » de la France est engagée. II va y avoir des morts et des blessés dans tous les camps. Des egos vont se dégonfler et battre en rase campagne. Restera le peuple celui qui met son bulletin dans l'urne et est fatigué des polémiques inutiles, des faux-semblants, des prétextes bidons, de la casse, et des défilés pour tout et rien. De l'écolier qui n'a jamais travaillé, au syndicaliste détaché depuis des années de l'entreprise, du haut fonctionnaire qui a du pouvoir réel qu'on ne peut licencier, du patron d'une société du CAC 40 qui surveille à juste titre les dividendes mais qui n'est pas compris dans ses choix, jusqu'au politique qu'on a élu mais qui est sans envergure et extrêmement sectaire. Et généralement du manque de responsabilité envers l'intérêt général.

Bertold Brecht a écrit : « puisque le peuple vote contre le gouvernement il faut dissoudre le peuple ». Prenons garde à ce que ce ne soit pas le contraire car quand les bornes sont franchies il n'y a plus de limites (Alphonse Allais). Et que l'on ne voie pas des chiffonniers qui s'affrontent. On a besoin de hauteur de vue.

Christian Fremaux

Taisez-vous !

On se souvient du fameux « Taisez-vous, Elkabbach » lancé par le secrétaire général du Parti communiste français au journaliste. Ce débordement verbal, quoique grossi à partir d'une remarque devenue habituelle, avait été vécu comme une anomalie, contribuant d'ailleurs à la célébrité des dieux protagonistes. Aujourd'hui, personne ne s'émeut des appels à la censure lancés aussi bien par des politiques que par des médias, avec parfois de forts soutiens. C'est ainsi qu'une pétition demandant, sur le site de l'Assemblée nationale, la fermeture de CNews vient d'obtenir plus d'un million de signatures. Un sondage publié le 7 novembre par YouGov pour Le HuffPost a néanmoins montré que 40 % des personnes interrogées s'opposaient à la suppression de la chaîne détenue par Vincent Bolloré, devenu le diable menaçant les libertés.

Ajoutons que, le 28 octobre sur Sud Radio, le député insoumis Antoine Léaument s'est réjoui de la situation en Belgique où existe « ce qu'on appelle le cordon sanitaire médiatique contre les forces d'extrême droite » qui les empêche de s'exprimer sur les ondes grâce à une « digue républicaine » leur refusant la parole. On pourrait y ajouter l'attitude du député LFI Raphaël Arnault présent dans l'agglomération lyonnaise à côté de l'endroit où ses proches avaient tué Quentin Deranque et se faisant paradoxalement le champion de l'État de droit et de la liberté d'expression, notamment face à la préfecture qui « a manqué à ses devoirs ». Quant au maire de Trappes, Ali Rabbeh, il veut déclarer illégale toute référence au Grand Remplacement.

L'extrême gauche tente donc d'orchestrer l'interdiction de parole pour ceux





ne pensant pas comme elle. De fait, aucune formation politique ne s'y oppose au nom de la liberté d'expression. Au même moment, se multiplient au contraire les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre plusieurs chaînes de télévision, notamment TF1, BFMTV et LCI. Et comment ne pas oublier celles de la CGT qui a demandé la démission de toute la rédaction de France 2 qui avait assuré la couverture de la manifestation du 17 octobre ?

Précy

Chemins du monde

■ **États-Unis :** Lors des élections de mi-mandat (Midterms), le président Trump a perdu sa majorité dans les deux chambres du Congrès, à l'issue du scrutin du 3 novembre. Les démocrates ont remporté au moins 253 sièges à la Chambre des représentants et 54 au Sénat, selon les résultats encore partiels publiés le 6 novembre. Ils prendront leurs fonctions en janvier 2027.

■ **Bulgarie :** Iliana Iotova s'est imposée, dimanche 1er novembre, lors du second tour de l'élection présidentielle. La candidate indépendante, favorable à une politique de dialogue avec la Russie, a rassemblé 57,6 % des suffrages, battant sèchement son rival pro-européen Andreï Guiourov (39,5 %). Élue sur la promesse de s'attaquer à la hausse des inégalités, elle pourra s'appuyer sur ses alliés du Parti progressiste, majoritaires au Parlement.

■ **Canada :** Le 5 novembre, le gouvernement de Mark Carney a présenté devant la Chambre des communes son budget pour l'année 2027. Le projet, qui porte l'intitulé « Maîtres chez nous », vise expressément à réduire la dépendance de l'économie canadienne à celle du voisin étatsunien. Budget peu social ; le ministre fédéral des Finances l'a présenté comme « axé sur les entrepreneurs [...] pour les innovateurs [...] pour les créateurs ».

■ **Indonésie :** À l'appel d'étudiants et d'activistes écologistes, des milliers de personnes manifestent dans une vingtaine de villes depuis la fin du mois d'octobre. Leur colère cible la gestion par le gouvernement des incendies incessants en 2026 dont les fumées menacent la santé de la population. Selon une récente étude, 58 millions d'Indonésiens auraient été exposés à un air pollué et 3 500 décès en auraient découlé pour le seul mois de septembre.

Trump

Les commentateurs français s'en sont donné à cœur joie, voyant déjà les États-Unis redevenir woke, glisser vers un socialisme mâtiné de palestinisme et rejeter l'Amérique blanche, chrétienne et réactionnaire. Cela peut se produire, mais il faut surtout se montrer réaliste, comme l'a analysé le vice-président J.D. Vance, d'une autre génération et autrement structuré que le président.

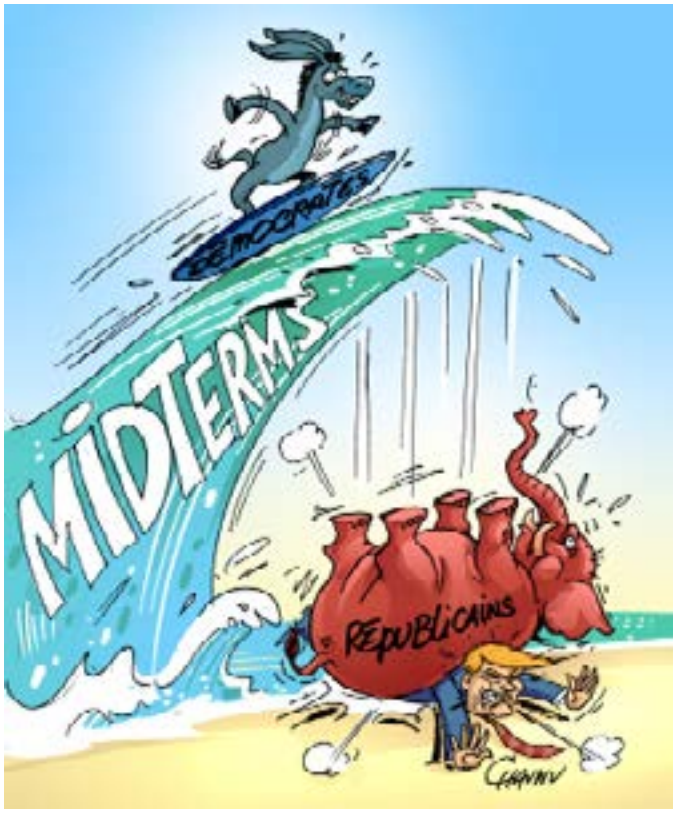
L'électorat républicain, patriote, rural mais pas qu'anglo-saxon et blanc, croyait en effet avoir choisi quelqu'un à son image, dont les actes répondraient aux paroles. Mais le fiasco de l'opération contre l'Iran, la crise économique et énergétique mondiale qu'elle a suscitée avec une hausse insupportable des produits courants a changé la donne. Il faudrait donc mettre fin à la guerre, se concentrer sur le coût de la vie, redonner la priorité à l'Amérique et changer la relation avec Israël – ce qui pourrait être facilité par un nouveau gouvernement à Jérusalem.

Donald Trump pourra-t-il le faire ?

Jean Etèvenaux

L'Amérique en marche

La vague bleue qui a déferlé d'est en ouest à travers les États-Unis le 3 novembre lors du renouvellement de la Chambre des Représentants et du tiers du Sénat, mais aussi des élections de gouverneur et des Chambres des États, a promu en quantité non négligeable une nouvelle génération d'Américaines et d'Américains qui disent encore quelque chose de ce que



l'on avait coutume d'appeler « le rêve américain » sans plus y croire après tant de démentis sous l'ère Trump.

On s'épuise à cataloguer le nombre de « premières » : premier sénateur arabo-musulman (Mohamed Al Sayed au Michigan), première gouverneure latino du Texas, première gouverneure noire de Géorgie et premier gouverneur noir du Wisconsin, première gouverneure amérindienne du Nouveau Mexique (Deb Haaland qui avait servi au cabinet de Joe Biden), première sénatrice amérindienne du Minnesota (qui servit comme lieutenant-gouverneur auprès du candidat à la vice-présidence dans le ticket de Kamala Harris, ex-adversaire de Trump), une Tamoule du Kerala (Inde) à la mairie de Los Angeles (devenue citoyenne américaine à l'âge de 22 ans), dans une longue liste de nouveaux maires d'obédience démocrate-socialiste à la suite du maire de New-York, le musulman chiite d'origine indo-ougandaise, Zohran Mamdani. La liste n'est pas exhaustive.

En janvier, la nouvelle Chambre des Représentants devrait élire son premier speaker noir de l'Histoire, aujourd'hui chef de la minorité démocrate, Hakeem Jeffries. D'autres « minorités » ont fait sensation comme des prédicateurs tout ce qu'il y a de plus Blanc et de plus Megachurch, élus sénateurs démocrates au Kansas et au Texas, c'est-à-dire dans « la Ceinture de la Bible », mais non affiliés à ce qui passe pour la majorité religieuse, la droite chrétienne. Il y aurait encore des Chrétiens de gauche dans le Sud. Les Noirs y sont plus nombreux à voter, ce qui paradoxalement, fait revenir le Sud profond aux démocrates, l'ancien parti des ségrégationnistes. La roue tourne.

C'est bien là où ces élections posent la question – et peut-être y apportent-elles un début de solution – de l'unité et de la capacité du

parti démocrate à gagner la Maison Blanche le 7 novembre 2028 et à gouverner les quatre années suivantes. La campagne électorale est engagée. Les primaires ne commenceront que dans un an, mais elles sont dans tous les esprits. Les Démocrates ont la main. Ils ne devraient pas pouvoir perdre dans deux ans. La responsabilité est entièrement de leur fait. Le précédent de 2020 avec le choix calamiteux de Joe Biden, le plus faible dans les sondages et les primaires, débouchant sur la catastrophe de l'été 2024 où il passa la main à la dernière minute à sa vice-présidente Kamala Harris, devrait servir de leçon. La génération Z qui a basculé dans le camp démocrate ne se laissera pas faire. Elle plébiscitera le candidat ou la candidate qui lui ressemblera le plus.

Dominique Decherf

COP 31

La 31e Conférence des parties (COP 31) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tient du 9 au 20 novembre à Antalya, station balnéaire située au Sud de la Turquie. C'est cette dernière qui préside la conférence mais c'est l'Australie qui est appelée à mener les négociations, cette animation bicéphale constituant une première.

Bien que les deux États appartiennent, d'une certaine façon, à l'Occident, ils entendent, l'un comme l'autre, défendre les intérêts des pays du Sud, le premier comme médiateur à l'égard des pays émergents, le second comme défenseur des États insulaires du Pacifique, les plus impactés par la montée des eaux consécutive au réchauffement de la planète.

D'ores et déjà, il n'y a pas de grandes attentes pour cette nouvelle édition, considérée comme une COP d'étape. Certes, celle-ci intervient dans un contexte international défavorable auquel il faut ajouter le retrait des États-Unis des accords de Paris effectif depuis le 27 janvier 2026. Mais cette session se situe aussi à l'issue d'une année caractérisée par des événements météorologiques exceptionnels. Dès lors, cette nouvelle conférence présente finalement de forts enjeux avec un certain nombre de priorités.

Il s'agit tout d'abord de faire avancer les travaux sur l'adaptation au changement climatique. De fait, en dépit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des efforts pour y parvenir, il est certain que les résultats attendus sont désormais à un horizon trop lointain pour se contenter d'en attendre les effets. Il faut par conséquent, dès maintenant, s'adapter à la nouvelle donne, qui passe tout d'abord par l'établissement de nouveaux indicateurs d'adaptation.

Pour autant, il ne faut pas renoncer à l'atténuation qui passe par un renforcement de l'ambition à l'horizon 2035, tant individuelle au niveau de chaque État que collective par l'addition des contributions nationales. Or, force est de constater que l'on se situe davantage aujourd'hui dans un déficit d'ambition collective avec un dépassement désormais incontournable du seuil des + 1,5° C arrêté par l'accord de Paris. Il faudra donc écrire une nouvelle feuille de route pour réduire ce déficit d'ambition et « naviguer » à travers ce dépassement désormais inévitable.

Autre enjeu important, assurer une transition juste à travers le mécanisme adapté l'an dernier à Bélem mais dont les contours restent flous. Des précisions devraient donc être apportées afin de renforcer la coopération internationale, l'assistance technique, les capacités et le partage des connaissances.

Mais, comme à chaque édition, le point sensible reste celui des financements. L'objectif est de concrétiser la feuille de route arrêtée à Bakou il y a deux ans prévoyant l'affectation, d'ici 2035, de 1 300 milliards de dollars par an au bénéfice des pays en développement. Pour y parvenir, il convient d'élargir la base des pays contributeurs en agrégeant aux pays industrialisés des États à revenu élevé comme de grands pays émergents telle la Chine et les pays du Golfe.

À côté des négociations formelles, d'autres sujets devraient retenir l'attention.

C'est le cas, en particulier, des océans. Ce thème est porté par l'Australie, poussée par les petits États insulaires du Pacifique menacés de submersion marine, et également soutenue par la Turquie qui entend œuvrer pour une « déclaration d'Antalya sur les océans » afin de renforcer la reconnaissance du lien entre les océans et le climat et de promouvoir des solutions climatiques fondées sur les océans.

Enfin, l'électrification pourrait faire consensus avec un nouvel objectif dit « 35 par 35 » consistant à porter à 35 %, contre 23 % aujourd'hui, la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie d'ici 2035. Cette unanimité s'explique par le fait que rien n'est dit

■ **Sénégal :** Le projet de loi de finances rectificative a été rejeté par l'Assemblée nationale le 3 novembre. L'enjeu du texte était notamment de crédibiliser la trajectoire budgétaire du pays pour obtenir un prêt du FMI de 2,2 milliards de dollars.

■ **Pologne :** Un tireur solitaire a bord d'une automobile a tué 6 personnes (quatre femmes et deux hommes dont un Britannique) et en a blessé seize (dont deux policiers) sur la place du Marché principal à Cracovie le 7 novembre vers 15 heures. Il a été blessé et arrêté par la police. Selon les premiers éléments de l'enquête il portait un insigne nazi.

■ **Pologne :** Le confit à propos des nouveaux et des anciens juges du Tribunal constitutionnel a connu plusieurs épisodes plus ou moins violents entre le président conservateur Karol Nawrocki et le Premier ministre centriste Donald Tusk et pourrait durer jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. La Commission européenne et la justice européenne prétendent s'en mêler.

■ **Automobile :** Le conglomérat indien Tata (déjà propriétaire de Jaguar et Land Rover depuis 2008) a annoncé avoir finalisé le rachat par OPA à la holding Agnelli du constructeur de poids lourds turinois IVECO (540 000 véhicules par an) pour environ 3,4 milliards d'euros (sauf la division Défense qui a été cédée au groupe italien Leonardo pour 1,7 milliard d'euros en mars dernier).

■ **Paraguay :** Sous le coup d'une procédure de destitution par le Parlement à cause de ses liens supposés avec la principale banque du pays (Ueno Bank) mise sous tutelle à la suite de détournements, le président (parti Colorado) Santiago Peña (en fonction depuis 2023) a démissionné le 6 novembre. Trois millions de Péruviens ont perdu l'accès à leur compte bancaire. Le président démissionnaire reste provisoi-

rement en fonction et devrait bénéficier d'une immunité…

■ **Église :** Trois semaines après son opération d'un cancer du poumon, le pape Léon XIV est arrivé le 7 novembre à Montevideo en Uruguay, pays réputé très laïque avec sa présidente de gauche Yamanda Orsi, et première étape d'un voyage de 12 jours en Amérique latine avant l'Argentine et le Pérou, pays dont il a la nationalité.

■ **Israël :** Le président Isaac Herzog a chargé Gadi Eisenkot de tenter de former un gouvernement.

■ **Ukraine :** Des centaines de milliers de personnes sont privées d'électricité par les récentes frappes stratégiques russes.

■ **Sport automobile :** Le Belgo-Britannique Lando Norris a remporté le grand prix du Brésil de F1, 20e manche du championnat du monde, à São Paulo sur sa McLaren (moteur Mercedes) le 8 novembre devant le Hollandais Max Verstappen (Red Bull) et le Français Isack Hadjar (Red Bull). Il a ainsi conforté la première place du constructeur Mercedes pour la F1. Le pilote italien Kim Antonelli (20 ans), avec ses 390 points acquis lors de la saison 2026 avait été sacré champion du monde de F1 dès le 1er novembre à Mexico où il était arrivé troisième.

La Nation Française hebdomadaire
directeur de la publication :
Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip
Imprimé par nos soins.
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre - FR21418382149
ISSN 2967-2988

sur l'origine de la production de cette électricité, qu'elle soit carbonée ou non, ce qui est somme toute paradoxal pour une conférence dédiée au changement climatique.

Mais notre époque n'est-elle pas celle de la confusion !

Fabrice de Chanceuil

Blake et Mortimer

En français, *« affaires classées »* renvoie à l'anglo-américain « cold cases » désignant des enquêtes judiciaires n'ayant pas abouti. Ici, pour le 80e anniversaire de la création des deux héros, il s'agit d'une succession de saynètes permettant de retrouver, dans le passé de Blake et Mortimer, les moments d'un premier ou d'un des premiers contacts avec des personnages étant intervenus dans la série. Cela correspond aussi aux bientôt 40 ans du décès de leur créateur, Edgar P. Jacobs.

On sait que sont parus plus d'albums après la mort de celui qui aurait voulu réussir comme baryton que de son vivant, puisque Affaires classées constitue le 22e de cette période ultérieure – contre 11 de la main de leur créateur. De grands dessinateurs et d'illustres scénaristes ont été sollicités depuis 1990 et l'opus actuel s'inscrit délibérément dans cette optique, puisque les dix histoires ont été confiées à dix-sept auteurs, travaillant généralement en couple, parfois même à trois, deux ayant néanmoins œuvré tout seuls. Cela donne une longueur uniforme de 6 pages, soit un total de 60 pages correspondant à ce qu'écrivait Jacobs (le lecteur ne se laissera pas surprendre par les 88 de la pagination affichée, qui inclut les feuilles intermédiaires propres à chaque histoire).

On pourra toujours ergoter sur un Mortimer parfois trop ramassé ou sur un Blake trop étiré. Relevons au passage un lord dont la tête a été empruntée à Dominique de Villepin et saluons la bonne représentation de l'ancien roi Édouard VIII et de son épouse. Les auteurs ont vraiment su se couler dans l'univers jacobsien pour en tirer des intrigues courtes, ce qui ne constituait d'ailleurs pas la caractéristique du maître. La mise en couleurs de Bruno Tatti contribue à l'unité du recueil, initiative audacieuse des éditeurs couronnée de succès.

S'il faut attendre la dernière page pour retrouver l'ennemi juré, Olrik, on ne peut qu'applaudir à l'apparition de toutes ces figures secondaires, généralement créées par Jacobs lui-même : les commissaires Kendall et Pradier, les professeurs Miloch, Rassim et Satō, le major Benson et son épouse, le journaliste Leslie Macomber et deux héroïnes post-Jacobs, Virginia Campbell et Nastasia Wardynska.

Toutes ces historiettes se déroulent dans le monde créé par Jacobs lui-même, ce qui ajoute à la nostalgie des années 40, 50 et 60, entamée dès la première page avec un déjeuner au Centaur Club à Londres. La reprise de ses procédés graphiques, avec halos de lumière, déambulations nocturnes, contrastes ombre et lumière, intérieurs cosy et perturbations atmosphériques, contribue puissamment au côté british si caractéristique de ce maître de la ligne claire – comme on ne disait pas à l'époque.

Gihé

Aubin (Antoine), Barral (Nicolas), Bocquet (José-Louis), Cailleaux (Christian), Félix (Jérôme), Fromental (Jean-Luc), Grabowski (Guénaël), Jailloux (Marc), Munuera (José-Luis), Pelaez (Philippe), Renard (Romain), Schréder (Étienne), Schwartz (Olivier), Sente (Yves), Tanquerelle (Hervé), Van Dongen (Peter) et Van Liemt (Simon), *Affaires classées,* Bruxelles, Éditions Blake et Mortimer, 2026, 88 pages.

